

# Martigny au XIV<sup>e</sup> siècle

L'histoire du Valais médiéval est d'une tragique grandeur. De tous les âges dont sont faites les annales valaisannes, aucun, peut-être, ne les a marqués, comme le XIV<sup>e</sup> siècle, d'une aussi profonde empreinte. Il faudrait un pinceau vigoureux et des couleurs ardentes pour peindre comme il se doit cette époque de notre vie nationale. C'est une épopée.

Dans ce grand drame d'un siècle, diverse est la part de nos communes épiscopales. Les unes, telles les communautés du Valais central, ont reçu dans une très large mesure, les heurts, les blessures de ces temps troublés. D'autres n'ont joué qu'un rôle secondaire, si l'on veut, mais important quand même. C'est le cas de la Châtellenie de Martigny. Son rôle dans le drame est tel que l'on ne saurait raconter son histoire sans écrire une grande page de l'orageux passé valaisan.

Aux premières années de ce XIV<sup>e</sup> siècle si mouvementé, Martigny tient pour ainsi dire la première place comme initiateur et conducteur d'un conflit qui eut un grand retentissement sur notre politique intérieure. Au milieu du siècle, il passe au second plan, en spectateur, pour arriver, à la fin, à être jeté complètement en dehors d'une mêlée sans précédent de notre histoire.

C'est ce que je vais essayer de faire ressortir dans la communication que je vous présente \*.

\* \* \*

En ébauchant cette page de nos annales martigneraines, j'ai séparé deux faits : ceux qui s'insèrent dans le passé valaisan en général, et

---

\* Communication présentée à la séance de la S.H.V.R. tenue à Martigny le 29 novembre 1942.

ceux qui sont propres à la Châtellenie, autrement dit à son ménage communal, où se répercutent parfois les premiers.

Je m'en tiendrai pour cette fois à l'histoire politique, dans le cadre des affaires valaisannes, réservant pour une autre communication ce qui concerne la vie communale de nos ancêtres.

L'histoire générale fera mieux comprendre dans quelles difficultés se sont débattus nos aïeux et comment à travers les inévitables traverses d'un siècle de luttes, ils ont réussi à préparer l'avenir.

## I

Etablissons d'abord un plan de situation, qui nous permettra de mieux connaître le milieu où se sont déroulés les événements.

### **Situation géographique, politique et matérielle de Martigny.**

Géographiquement, Martigny était une enclave épiscopale entre les terres des Comtes de Savoie et celles de l'Abbaye de St-Maurice. Si ce n'est au nord, où s'étendait la seigneurie abbatiale, les possessions savoyardes enserraient notre Châtellenie de toutes parts. A l'ouest, aux derniers confins martignerains, à Trient-les-Jeurs, le Faucigny, terre savoyarde, avait ses dernières limites. Au sud, passé le Pont du Durand, la Châtellenie d'Entremont était aussi du domaine comtal. A l'est et au nord-est, Branson, Fully, Saillon, puis Saxon en face, disaient toujours leur obédience au puissant rival de nos évêques.

On conçoit sans peine que cette enclave allumait une continuelle envie au cœur des Comtes de Savoie, désireux d'agrandir leur domaine en s'assurant un passage important, solidement fortifié par le château de la Bâtiaz et défendu par une population vaillante et obstinément fidèle à son prince, l'évêque de Sion.

C'est la principale cause des différends qui opposèrent les deux princes dans notre Châtellenie.

Politiquement, Martigny était une Communauté libre, vivant à l'ombre de ses franchises, sous le haut domaine féodal des évêques de Sion, qui entretenaient deux seigneurs pour la gouverner. L'un, le Châtelain, seigneur électif, avait la haute juridiction politique, judiciaire et militaire. L'autre, le Vidomne, seigneur héréditaire, représentait l'évêque comme gérant de ses domaines ; il avait un droit de haute justice pendant les mois de mai et octobre. Le sautier, placé en-dessous,

comme serviteur des deux autorités, était en quelque sorte l'huissier et, occasionnellement, l'exécuteur des hautes œuvres. La fonction vidomniale était entre les mains de la noble famille de Martigny, qui la tenait depuis le XII<sup>e</sup> siècle.

La Communauté était divisée en sept quartiers ou villages, ainsi que nous l'apprend une charte de 1324<sup>2</sup> \*. Ces sept quartiers étaient ceux du Bourg, de la Ville, de Ravoire, de la Fontaine, des Râppes, du Fays (Fey) et du Broccard (Borquare). A cette date, un petit traité inter-communal vint y ajouter les deux villages de Vison et de la Traversaz, qui formèrent désormais le huitième quartier, soit celui de Charrat.

Ottan, quoique placé sous la juridiction du Châtelain de Martigny, ne faisait pas partie de notre commune bourgeoise, mais formait une petite association, indépendante, qui ne sera rattachée à Martigny qu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Dans le voisinage, Allesses faisait aussi partie de notre Châtellenie, et en fut séparé au premier tiers du XV<sup>e</sup> siècle ; le Rosel, petit hameau dans une boucle du Rhône, eut aussi des relations assez étroites avec Martigny, sans qu'on puisse préciser (pour le moment du moins) dans quelle mesure il lui était attaché<sup>2</sup>.

Chaque quartier avait son syndic et le corps syndical était doublé d'un collège de prud'hommes (*probi homines*) chargé de trancher les cas judiciaires qui relevaient de la juridiction inférieure, soit les mesures de police et les petits arbitrages entre particuliers<sup>2</sup>.

Quant à la situation matérielle, elle était, semble-t-il, assez précaire, et cela se comprend. Martigny avait été trop souvent dévasté dans les siècles précédents pour être devenu un lieu fortuné. Deux grands ennemis naturels, le Rhône et surtout la Dranse, donnèrent lieu à des alarmes continuelles, quand ils ne dévastaient pas les pauvres biens de la plaine, qui était en grande partie marécageuse. Le meilleur du terroir se trouvait réparti en étroites bandes autour du Bourg et de la Ville, qui n'étaient ni l'un ni l'autre des cités, mais de gros villages, campagnards. La montagne avoisinant Martigny était mieux partagée sous le rapport des biens-fonds. Elle avait des cultures prospères qui s'étendaient chaque année, elle avait, sur les flancs de Ravoire et de la Colline de St-Jean, des vignobles aux crus déjà réputés. Chose curieuse, Charrat n'avait presque point de vignes ! Les maisons étaient en général d'assez pauvre apparence : groupées au hasard autour de l'église ou d'autres édifices, s'il s'agissait du Bourg ou de la Ville, ou tassées au

---

\* La numérotation renvoie à la bibliographie indiquée à la fin de cette communication.

voisinage du four banal ou de la fontaine, quand il s'agissait des villages de montagne ou des hameaux de la plaine. A cette époque, les quartiers de montagne semblent avoir dépassé en importance numérique les deux quartiers de plaine.

L'industrie et le commerce étaient nuls ; ce dernier était presque réduit au seul trafic de la souste.

Pour être complet, il faudrait aussi signaler les multiples entraves et complications apportées par le régime féodal.

Voilà la scène sur laquelle se déroule l'histoire de Martigny pendant le XIV<sup>e</sup> siècle.

## II

### **Les annales martigneraines dans le cadre de l'histoire valaisanne.**

Commençons par une rapide incursion dans le siècle précédent. En 1259, Pierre de Savoie, étant en guerre avec l'évêque de Sion Henri de Rarogne, vint assiéger le château de Martigny, qui ne fut pris qu'en janvier de l'année suivante. S'étant porté sur Sion, en enlevant au passage le château d'Ardon, le Comte put dicter ses conditions à l'évêque vaincu. Celui-ci dut céder ses terres et châteaux au-dessous de la Morge. Un nouveau traité, conclu aux Granges de Martigny, le 14 novembre 1268, rétablit l'ancien état de choses, et Martigny et son château firent retour à l'évêque. Dès 1281, l'évêque Pierre d'Oron se hâta de réparer la forteresse et de lui donner les moyens d'une défense que le dernier siège avait signalés comme urgents. C'est à lui qu'on doit la construction du fier donjon que nous admirons encore. L'édification de ce dernier fut confiée au Châtelain Rodolphe Mistralis et la dépense s'éleva à cent mille francs de notre monnaie. Le début du XIV<sup>e</sup> siècle fut marqué par quelques entreprises d'Edouard de Savoie, qui paraît bien s'être heurté à une vigoureuse résistance des gens de la Châtellenie. Mais la résistance s'avérait assez onéreuse. Aussi, les évêques de Sion, notamment Aymon de la Tour, jugèrent-ils prudent d'entretenir une petite garnison au château. En 1327, il y avait là une garde permanente de dix sergents d'armes, armés de l'épée, de la lance, de la cervelière de fer et du bouclier. Le Châtelain était alors Jean de Valpelline. En 1333, son successeur, François de Compeys, entretenait neuf sergents et trois guetteurs. On n'a pas connaissance, pour le moment, de graves conflits

armés dans la Châtellenie ; tout au plus, peut-on songer à quelques escarmouches. Les hommes de Martigny pouvaient tout à loisir s'occuper de leur ménage communal et, si cela ne suffisait pas, les difficultés avec les voisins se chargeaient de les tenir en haleine ! 4-5.

La paix de ce premier tiers de siècle n'allait pas tarder à être rompue. Les motifs de chicane arrivèrent du côté où nos hommes les attendaient le moins. La brouille vint du Chapitre de Sion !

C'était une vieille histoire qui ne datait pas de la veille, mais elle ne débuta pas à Martigny.

Vers la fin du XII<sup>e</sup> siècle, l'évêque de Sion avait inféodé au Chapitre le droit de Chancellerie, qui impliquait la nomination des notaires. Ce droit était fort lucratif et la Chancellerie n'alla pas longtemps sans avoir des antagonistes et des compétiteurs. Comme ce n'est pas le lieu de nous étendre sur cette matière, je dirai simplement que les notaires impériaux et les communes n'entendaient nullement se soumettre aux prescriptions capitulaires qui limitaient la durée valable des chartes. Malgré des concessions faites en 1292, les choses s'envenimèrent de plus en plus et l'opposition devint acharnée.

Le feu qui couvait éclata à Martigny, en 1335. Au printemps de cette année, Henri, vicaire de la paroisse, promulguait un mandat d'Aymon de la Tour, qui interdisait de rédiger des chartes de plus de huit ans de durée. Il n'en fallut pas davantage pour allumer l'incendie. Le 5 mai suivant, en pleine église, alors que la messe était célébrée, les nobles et les syndics, le Vidomne Jean et son neveu Nanthelme en tête, émirent une protestation dont on ne saurait dire qu'elle fut respectueuse. Ce n'était cependant pas encore une insurrection : c'était une protestation, mais énergique ! Ils refusaient simplement de faire rédiger leurs chartes par les notaires de la Chancellerie, jusqu'à ce que l'évêque ait révoqué le mandat publié les jours précédents. Le sautier, Perrod Souter, qui était clerc, protesta au nom du Chapitre et refusa de s'associer à ce qu'il jugeait une révolte.

L'incendie se propagea avec une rapidité foudroyante. Le 22 juin suivant, une nombreuse assemblée, comprenant plus de dix communes, Sion en tête, était réunie au château de Tourbillon et décidait de soutenir les prétentions de Martigny, qui avait délégué son Vidomne Jean et encore Nanthelme. Les adversaires de la Chancellerie déclarèrent que, en cas de refus de l'évêque, ils prendraient les moyens de sauvegarder leurs droits.

La simple protestation de Martigny tournait maintenant à l'insurrection ! Le lendemain, 23 juin, Aymon de la Tour prononçait l'excom-

munication contre les rebelles. Mais cette mesure n'eut d'autre effet que d'ancrer les auteurs de l'affaire dans leur opposition. Une nouvelle excommunication promulguée le 30 septembre suivant, et visant spécialement les syndics de Martigny, n'eut pas plus d'effet. La menace de priver les meneurs de leurs fiefs, avec un ban de dix livres mauriçoises, les laissa indifférents : ils tenaient à faire rédiger leurs chartes en contrats perpétuels, le reste leur importait peu. Il n'y a pas d'apparence jusqu'à présent que l'excommunication épiscopale avec les menaces qui l'accompagnaient, renouvelées à leur adresse directe, les ait fait revenir sur leur décision et il paraît bien que les choses en restèrent là <sup>1-7</sup>.

Cette affaire fit du reste bientôt place à d'autres préoccupations. L'évêque Aymon étant mort dans le cours du printemps 1338, son successeur, Philippe de Chamberlhac, allait se montrer plus politique à l'égard des défenseurs de ses marches épiscopales. Elu le 22 mai par le pape, le 10 juillet suivant, n'ayant pas encore pris possession de son siège, il chargeait déjà son vicaire général, Hélié de Sandrens, docteur ès lois, de confirmer en son nom les franchises de Martigny. Sandrens, s'adressant au Vidomne Nanthelme, à Perrod Souter et Willelmod de Lourtier, les principaux acteurs de l'affaire de 1335, leur confirmait « *prout ab antiquo* » leurs libertés, franchises, libertés et bons usages, comme le firent les évêques précédents <sup>1-4</sup>.

Ces franchises avaient, paraît-il, la même teneur que celles de Sion, concédées le siècle précédent, mais il paraît qu'elles ne furent pas écrites : en cas de besoin, nos syndics se référaient à la charte sédunoise. Nous verrons plus tard de nouvelles franchises, calquées en partie sur les nouvelles franchises de Sion libellées en 1338.

Le 3 septembre 1340, Philippe de Chamberlhac, enfin installé sur le siège de S. Théodule, renouvela la confirmation faite par son vicaire général, en affranchissant en outre ses bénéficiaires du droit de plaît, redevance qui se percevait au changement de seigneur. En ce faisant, il soulignait les nombreux services rendus à ses prédécesseurs par les hommes et le château de Martigny, ainsi que les combats incessants qu'ils avaient soutenus pour conserver les droits de l'évêque et la terre du Valais. En adressant cet éloge à la fidélité et au courage de nos ancêtres, le nouvel évêque prouvait que le semblant de révolte de 1335 était bien oublié et qu'il entendait s'attacher le cœur de ses hommes de Martigny <sup>2-4</sup>.

La tranquillité politique allait régner pendant quelques années, mais d'autres affaires allaient tourner ailleurs l'attention des syndics et de leurs administrés. C'était le malheur qui s'abattait sur le pays tout entier.

En janvier 1345, après un hiver neigeux, le foehn s'éleva tout à coup et amena une fonte rapide des neiges, qui provoquèrent une désastreuse inondation du Rhône et de toutes les rivières. A Martigny et dans l'Entremont, la Dranse promena ses ravages. C'était le 25 janvier. A Martigny, la rivière qui, jusqu'alors, passait presque au milieu de la plaine, tout près de l'église, au lieu dit les Granges de Martigny, changea tout à coup de cours et se jeta contre le Mont de Ravoire. On se figure sans peine les dégâts causés dans une plaine aux biens déjà si réduits <sup>2-4</sup>.

Martigny était à peine sorti de ses transes, que déjà des préoccupations politiques revenaient l'inquiéter. Elles étaient causées par le Comte de Savoie, dont les ambitions territoriales étaient loin d'être éteintes. Mais la guerre coûte cher ; la population de la Châtellenie demeurait obstinément fidèle à son évêque et avait montré précédemment qu'elle savait se défendre. Le rusé Savoyard eut recours à un autre moyen. C'était alors Amédée VI, le Comte vert. Une particularité des franchises locales lui vint en aide. Tout homme qui avait fait feu dans la Châtellenie pendant un an et un jour, devait être reçu bourgeois, s'il le demandait. Le Comte n'avait pas attendu longtemps pour s'apercevoir de la facilité que cette clause lui conférait, et il en profita. Dans la période qui va de 1340 à 1350, on vit augmenter rapidement le nombre des gens jusqu'alors inconnus à Martigny : il en vint de partout. Des terres savoyardes voisines de Martigny : Entremont Fully, Saillon, Conthey, etc., puis du Pays de Vaud et de la Gruyère, et même directement du Chablais et du Faucigny. Il est clair que, par ce moyen, le Comte espérait noyauter et majoriser en sa faveur la population proprement valaisanne. En Valais même, les événements secondaient les visées du Savoyard, sous la forme des incessantes difficultés opposées à l'évêque par l'ambitieux et brouillon Pierre de la Tour <sup>2-3-4</sup>.

Amédée VI ne négligea pas un autre moyen, qui réussit assez bien en semblables circonstances : les agents secrets ou avoués. A Martigny, nous trouvons au moins deux hommes de cette catégorie.

L'un, qui ne cache pas son jeu, comme on le verra plus tard, est Nanthelme Clerc ou Duclerc (*Clerici*). Fils d'un bourgeois de Martigny, il se trouve un peu partout à la fois ; participe de temps en temps aux affaires locales, spécialement au Bourg, où il a sa maison ; le plus souvent absent, on ne sait trop où il est, sauf à Conthey où il paraît avoir de multiples relations, mais revient à Martigny toujours à point pour être mêlé aux négociations les plus importantes. En 1351, il se trouvera absent au moment où ses concitoyens se mettront sous la protection du Comte de Savoie, mais son frère Aymonod, qui ne paraît pas trop

mêlé aux intrigues, s'y trouvera à sa place avec les hommes du Bourg. En 1352, après la prise de Sion, Nanthelme se fera nommer avec d'autres notables, pour aller à Conthey souscrire aux conditions du Comte. A part son activité diplomatique, Nanthelme trouvait du temps pour entretenir des relations galantes qui lui donnèrent des enfants naturels, et Aymonod fit comme lui. L'un et l'autre étaient mariés et laissèrent une descendance légitime.

Le second agent d'Amédée VI, Jean de Saint-Didier, est un énigmatique personnage. Probablement originaire de St-Loup au Pays de Vaud, il vint se fixer à Martigny, vers 1340-45. Il avait sa maison en Ville, tout près de l'église et de la Souste. Est-il prêtre ? Notaire ? Industriel ? Agriculteur ? De tout cela, on ne sait rien. Célibataire ? Marié ? Veuf ? On n'en sait pas davantage. Mais ce que l'on sait, c'est qu'il se trouva mêlé à toutes les affaires communales du temps où il vécut. Souvent syndic ou procureur, il fut à coup sûr l'un des émissaires dont parle van Berchem dans son Valais au XIV<sup>e</sup> siècle. Et, comme Clerc, il ne négligea pas les affaires sentimentales qui se traduisent comme l'on sait : on ne lui connaît pas d'autre descendance. Son rôle diplomatique, qui paraît s'être borné à l'intrigue, se termine en 1390 environ, où l'on perd définitivement sa trace <sup>2</sup>.

\* \* \*

Avant d'aller plus loin, jetons un rapide regard sur la Châtellenie, pour voir quelles étaient les autorités qui présidaient aux destinées de Martigny, à la veille d'événements qui allaient changer complètement son orientation politique.

Philippe de Chamberlhac paraissait pour la dernière fois comme évêque de Sion, le 6 novembre 1342. Le 17 suivant, Guichard Tavelli prenait sa place sur le siège de S. Théodule. Le premier Châtelain nommé par le nouvel évêque est Perrod Wichard, que l'on rencontrera du 3 août 1343 au 28 mai 1349 : vers la fin de sa carrière administrative, on le trouvera comme bourgeois de Martigny. Le 7 août 1350, il fut remplacé par Nicolas Tavelli, neveu de Guichard <sup>2-4</sup>.

Le Vidomnat était occupé par le bouillant Nanthelme de Martigny, que nous avons vu agir en 1335. Il avait pris la place de son oncle Jean et était associé dans sa charge à ses cousins Jean II et Aymon II. La question de la pluralité des Vidomnes exerçant leur charge conjointement, pendant les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, est encore très obscure. A Liddes,



au XIV<sup>e</sup> siècle, le cas s'était présenté pareillement pour les métraux, mais avait été tranché dans le sens d'un unique titulaire. Rien n'indique que la chose se soit passée de même à Martigny <sup>2-4</sup>.

### Au tournant de l'histoire.

Au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, on aurait dit que tout semblait se mêler pour assombrir le ciel valaisan, endeuiller les âmes et éveiller de sinistres pressentiments.

1349 fut terrible, non point par les événements politiques, mais par une maladie qui se déchaîna : la peste noire, qui régna dans tout le pays, d'avril à août. Au dire des chroniques, elle fit d'innombrables victimes, tellement que ceux qui écrivirent les annales de leur temps, l'appellent l'*extra mors* ou disent : *de cent n'en restent que dix*. Les foyers se dépeuplèrent à telle enseigne que, dans certaines localités, la population se trouva diminuée du tiers et même de la moitié <sup>3</sup>. Il semble que l'on prit des mesures pour inhumer les pestiférés à l'écart des lieux habités. C'est probablement de ce temps que date un cimetière de Martigny, que les reconnaissances de la fin du siècle signalent comme se trouvant au lieu dit la Moyaz, sur la route du Simplon <sup>2</sup>.

Si la tranquillité politique — une tranquillité relative — régnait dans le Valais au-dessous de la Morge, il n'en était pas de même en-dessus. Guichard, brouillé avec son Chapitre, tirailé par les habitants de Sion, était en outre en butte aux continuelles entreprises d'une bouillante et fière noblesse, dont les audaces croissantes lui causaient de cuisantes inquiétudes. Incendies, meurtres, pillages, se suivaient avec une troublante régularité. Les grands vassaux de l'évêque, Pierre de la Tour en tête, ne cessaient de guerroyer contre leur suzerain : Pierre surtout qui était à la fois vassal de Guichard et du Comte de Savoie. Il ne cachait pas ses préférences, et c'est en partie à ses dernières démonstrations contre Martigny, qu'est due la détermination de ce dernier : se jeter dans les bras du Comte pour éviter le pire <sup>3</sup>.

En effet, Martigny n'allait pas tarder à se trouver devant un cruel dilemme : rester fidèle à Guichard son prince légitime, ou se ranger sous l'étendard de Savoie, après l'avoir longuement combattu.

Le Comte, ses agents et de la Tour allaient se charger de lui faire prendre une décision, et le premier surtout se réjouissait certainement de pouvoir cueillir bientôt un fruit mûr à point.

Dans le cours de l'été 1350, il y eut comme une première alerte.

Une grande insécurité régnait sur les routes valaisannes. Marchands

et voyageurs s'exposaient aux risques du brigandage, favorisé par les événements. Au printemps, l'un de ces voyageurs, le lombard Palméron Turchi, protégé des Comtes de Savoie, fut dévalisé par des malfaiteurs dans les environs de Martigny. Il n'en fallut pas plus pour amener, avec une énergique réclamation d'Amédée VI, une sévère enquête menée par les officiers de ce dernier, dans différentes parties du pays. L'enquête eut lieu à Martigny le 7 août de la même année. Nos autorités réussirent à se disculper et l'affaire ne semble pas avoir eu de suites pour Martigny<sup>1</sup>. Elle montre cependant que le Comte vert était décidé à intervenir en Valais à la première occasion.

Au mois de janvier 1351, nous trouvons nos syndics occupés à une sérieuse réfection du clocher paroissial, avec l'intention bien arrêtée de le fortifier. C'est donc évident qu'ils attendaient de graves événements<sup>2</sup>.

Tout le reste de l'année, jusqu'en décembre, fut troublé par les provocations du Sire de la Tour. Celui-ci, sachant que ni la Ville, ni le Bourg, n'étaient fortifiés ou au moins entourés d'une enceinte murale, venait fréquemment devant la Ville, avec des troupes de cavaliers, narguant, insultant et menaçant la population effrayée. Des meurtres, des incendies, des maux de toutes sortes tenaient nos gens sur un pied d'alerte continuelle. De secours, il n'en fallait point attendre, ni de l'évêque, ni des communes épiscopales, trop occupées de leur côté<sup>3-5</sup>.

Les hommes de Martigny ne virent alors plus d'autre remède à leurs maux que de se mettre sous la protection du Comte de Savoie, dont l'habile campagne, poursuivie pendant de longues années, portait enfin ses fruits. Ce Martigny tant convoité se rendait sans résistance !

Le 11 décembre, devant la Ville, sur le pré de Dominod Greppo, devant sa grange et près de sa maison (c'est la charte qui précise ainsi), une nombreuse assemblée de bourgeois, appelés au son de la cloche, selon l'antique usage, se préparait, Vidomnes en tête, à jouer la dernière scène d'un long drame. Il y avait là, rangés par quartiers, chacun présidé par ses notables : 45 hommes de la Ville, 55 du Bourg, 17 du Broccard, 17 des Râppes, 37 du Fays, 17 de Ravoire et 16 de Charrat. Ces hommes ne représentent certainement pas la totalité de la population masculine active de la Châtellenie, mais probablement des délégations nommées par des procurations générales, comme cela se faisait dans les circonstances solennelles.

La liste des participants montre une forte proportion de gens fixés à Martigny depuis une époque récente, une dizaine d'années au plus. J'insiste sur ce fait, parce que j'ai pu m'en convaincre par la lecture de nombreuses chartes, étudiées en vue d'une histoire des familles

locales. Une notable partie de ces nouveaux venus disparaît dans les dix ans qui suivent la reddition !

L'assemblée, après avoir énuméré les difficultés dans lesquelles se trouvait plongée la Châtellenie, demanda au représentant du Comte de Savoie, de bien vouloir les prendre sous la protection de son prince, non cependant sans poser quelques conditions.

Premièrement, les hommes de Martigny s'engagent à payer au Comte pour la sauvegarde un service annuel d'un denier gros de Tours ou sept deniers mauriçois par feu de la communauté, jusqu'à concurrence de deux cents feux, ni plus, ni moins. Cette redevance serait solvable à la Toussaint. Le Comte, en retour de leur soumission, leur promettait bonne et fidèle garde à perpétuité. En ce qui concerne les guerres entre le Comte et l'évêque, le Comte s'abstiendra de faire marcher ceux de Martigny. Ils ne seront tenus à la garde du château que pour autant que le Comte en restera maître et seigneur. Finalement, les hommes de Martigny prêtèrent sur les saints Evangiles le serment de fidèle observance. Pour bien témoigner de la solennité de l'acte, il fut signé par trois notaires : Perrod Albi, de Villeneuve, Jean de la Raspa, de Martigny, et Guillaume Wichard, de St-Maurice. Le Comte était représenté par trois seigneurs de sa cour et, au premier rang des témoins, on rencontre Guillaume Curbaudi, prieur de la paroisse.

C'était une grande page de l'histoire de Martigny qui venait de se tourner. Pour de longues années, il entraînait dans le giron savoyard.

La ratification du Comte arriva de Belley : elle était datée du 27 février 1352. Dans son acte, le Comte promettait bonne et fidèle garde, sous les conditions énoncées, et notifiait l'événement à tous ses baillis, juges, châtelains et métraux, leur enjoignant d'avoir à observer fidèlement sa décision. Mais le Comte vert, pas plus que ses prédécesseurs ou successeurs, n'accordait gratuitement ses faveurs. Il réclamait comme taxe pour la sauvegarde cent-vingt florins de bon or et bon poids, qu'il reconnaissait d'ailleurs avoir été versés entre les mains de son vice-bailli <sup>2-3-4</sup>.

Martigny avait enfin trouvé la paix politique, sinon la paix intérieure, qui fut bien souvent ébranlée, comme nous le verrons plus tard. Mais le choc des armes et les maux qui s'ensuivent lui furent épargnés, sous la protection d'un prince assez puissant pour l'en garantir.

### **Spectateur dans la tourmente.**

1352 fut une année terrible pour le Valais épiscopal. Nos ancêtres purent voir à quels périls ils avaient échappé.

En avril, Guichard, excédé et à bout de force devant les révoltes continuelles de ses sujets, sollicitait l'intervention du Comte de Savoie. Celui-ci saisit avec empressement l'occasion de s'immiscer dans les affaires valaisannes, avec l'espoir de se saisir de quelques territoires depuis longtemps convoités. Les 23 et 25, les Sédunois, attaqués les premiers, se soumettaient après une courte lutte. Mais, à peine les dernières milices du Comte avaient-elles quitté la capitale, un nouveau soulèvement éclatait, remettant tout en jeu. Une violente colère s'alluma dans le cœur du Comte vert, obligé de recommencer son ouvrage. On était en automne <sup>3-4</sup>.

En octobre, Amédée VI fit appel à ses vassaux et les réunit à St-Maurice. Il y avait là la fleur de la noblesse savoyarde, romande et valdôtaine : les preux du Chablais et du Faucigny ; les sires de Grandson, les Comtes de Nidau, de Gruyères, de Neuchâtel ; les grands feudataires de la Vallée d'Aoste tels que les de Challant et de Valpergue ; tous avaient répondu à l'appel. Une trentaine de chevaliers avec leurs écuyers et leurs hommes d'armes. Martigny les vit défiler sur le Pont de la Bâtiaz et devant l'église, se demandant ce qu'il allait advenir du choc entre les puissantes troupes de Savoie et les vaillantes, mais trop faibles communes valaisannes <sup>3-4</sup>.

Il allait le savoir bientôt.

Les paysans des terres épiscopales essuyèrent une terrible défaite qui fut un désastre pour eux. Un traité onéreux suivit, les 8 et 11 novembre, Ne nous attardons pas à ces événements d'ordre général, pour vouer plus d'attention à ce qui se passait dans notre Châtellenie. Constatons simplement que Martigny ressentit inévitablement les contrecoups de ces passages de grandes troupes.

De 1354 à 1358, le Comte ne resta pas inactif, il surveillait sans cesse ce qui se passait en Valais. Du 31 mars au 25 avril 1354, le bailli de Chillon fut continuellement occupé à visiter les châteaux de Sailon, Conthey et autres, à en fortifier les garnisons. Déjà les 12 et 15 février, escorté de douze compagnons avec leurs hommes d'armes, il les conduisit devant Martigny, où les officiers du Chablais supérieur tinrent conseil et décidèrent des moyens de renforcer les châteaux. De fait, pendant ce laps de quatre ans, Martigny assista à un continuel défilé de troupes, composées de 12 à 20 ou même 30 compagnons, à destination des châteaux du Comte ou du Haut-Valais <sup>9</sup>.

Comme si ce trafic guerrier ne suffisait pas au Valais à lui faire sentir son malheur, la nature s'en mêla pour y ajouter ses convulsions. En 1354, un grand tremblement de terre, dont Martigny eut sa part,

secoua le pays. Dans le même temps, mais en des années qu'aucun écrit ne précise, de graves éboulements changèrent certains aspects de notre région. A Charrat, ce fut le village de la Traversaz détruit par une puissante ovaille, et Branson fut enseveli sous un éboulement tel qu'on aurait en vain cherché son emplacement <sup>2</sup>.

Malgré l'acte de sauvegarde, il paraît que certaines régions des états savoyards ne regardaient pas d'un œil très amical les gens de Martigny et les troublaient dans leurs relations de voisinage. Par un mandat du 3 mai 1356, Amédée mit fin à cet état de choses, en ordonnant de laisser les gens de Martigny en paix. Il promulguait un ban de 200 marcs d'argent contre les contempteurs de son ordre et enjoignait à tous ses officiers de veiller à son exécution <sup>4</sup>.

En 1360, une nouvelle guerre éclatait entre le Comte et le Valais. Elle se termina par la convention du 9 octobre de la même année, dans laquelle Amédée VI se désistait de toutes ses prétentions sur le territoire épiscopal et rentrait dans ses limites antérieures. C'est ici que nous retrouvons Nanthelme Clerc <sup>3-4</sup>.

Le 17 septembre précédent, au cours des négociations de Chambéry, pour le nouveau traité entre le Comte et l'évêque, Amédée parut se repentir de ce qu'il avait fait pour Martigny. Nanthelme, qui était alors sautier de Martigny et avait réussi à se faire nommer au nombre des délégués valaisans, déclara que si, dans le traité qui allait être conclu, le Comte renonçait à la garde de Martigny, lui, Nanthelme, ferait en sorte que, avant la Toussaint suivante, les hommes de Martigny se replaceraient sous la protection de Savoie aux mêmes conditions que précédemment ! Le Comte, vaincu par tant de hardiesse, conserva la sauvegarde. Il la confirma notamment le 15 mai 1365 <sup>9</sup>.

Pendant que les événements précédents se déroulaient, Martigny changea plusieurs fois de Châtelain ; en particulier, on rencontre Pierre de Chevron, toujours au nom de l'évêque. En 1365, dans un traité conclu entre Guichard Tavelli et les frères de la Tour, il promettait de rendre le château au Comte dans la forme déclarée (?). Il alla ensuite à Evian, prêter serment entre les mains d'Amédée VI, mais parut bientôt se raviser ou se repentir. En octobre et novembre de la même année, sommé deux fois de rendre le château, il refusa de s'exécuter et l'évêque protesta contre les prétentions du Savoyard <sup>2-9</sup>.

Il ne faut pas oublier que, si Martigny en tant que commune, s'était rendu au Comte, Guichard n'avait rien fait de pareil concernant son château qui demeurerait toujours sa propriété <sup>4</sup>. On conçoit que le Comte vert avait hâte de s'en emparer, car Martigny seul ne lui suffisait pas.

Pendant ce temps, le Valais épiscopal était toujours déchiré par la guerre civile déchaînée entre les nobles et l'évêque. Martigny, lui, vivait en paix, sous la garde du Comte. Amédée cherchait à s'attacher ceux qu'il considérait déjà comme de nouveaux sujets et prêtait une oreille attentive à leurs doléances. Pendant la guerre contre le Valais, en 1352 et après, il s'était commis bien des injustices, tant de la part de la soldatesque que de celle de gens de la région de Martigny, qui avaient profité des troubles pour se livrer au pillage des récoltes et des bestiaux. Allesses et Martigny avaient spécialement pâti de cet état de choses. Par un mandat daté de Thonon, le 1<sup>er</sup> janvier 1372, le Comte ordonnait prompte restitution et réparation de ce qui avait été pris ou détérioré. Le 14 avril suivant, il renouvelait sa promesse de sauvegarde en y ajoutant la permission de vendre des denrées sur les terres de Savoie<sup>4</sup>.

Le 8 août 1375, Guichard Tavelli était traîtreusement assassiné au château de la Soie. Nous ne connaissons pas les répercussions que ce meurtre eurent à Martigny, mais on peut penser que l'émotion fut profonde. Edouard de Savoie prit la place de l'évêque défunt sur le siège de Sion. La même année 1375, une vente de seigneuries faite par le Comte à l'évêque montre les procureurs d'Amédée instituant un Châtelain à Martigny, dans la personne d'Aymon de Poypone. Messieurs les procureurs étaient vraiment trop pressés et devançaient les événements, car le château était toujours à l'évêque. Celui que nous trouverons pour Châtelain comtal, quelques années plus tard, ne sera pas Poypone, devenu bailli du Valais en 1377, mais Jean de Châtillon<sup>4-5</sup>.

Le Comte vert ne devait pas voir l'achèvement de la conquête de Martigny, car il mourut de la peste à Conflans, le 2 mars 1383, âgé de 50 ans seulement, laissant le souvenir d'un prince aussi chevaleresque que vaillant. Bonne de Bourbon, fut chargée de la tutelle d'Amédée VII, le Comte rouge<sup>6</sup>. Les 21, 24 et 31 janvier 1384, un nouveau traité entre le Chapitre de Sion et les patriotes d'une part, le Comte de l'autre, attribuait le château, et la Châtellenie et Mandement de Martigny au Comte de Savoie et, en 1392, un dernier et solennel traité entre le Comte rouge et l'évêque confirmait le précédent, rompait les derniers liens qui attachaient Martigny au Valais épiscopal<sup>4</sup>.

Ces liens ne seront renoués que quatre-vingt-trois ans plus tard. Mais alors, l'antique bastion du vieux Valais, l'ancien égal des communes patriotes, ne sera plus compté comme tel, mais comme pays conquis, et sa sujétion ne prendra fin qu'avec les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'avenir a de ces surprises...

## Sous le gouvernement des Comtes de Savoie.

Le Comte rouge ne vécut pas longtemps : né en 1360, il mourait déjà en 1393, laissant un fils mineur, Amédée VIII. Pour la seconde fois, Bonne de Bourbon fut chargée de la régence. Elle allait se montrer la bienfaitrice de ses sujets<sup>6</sup>.

L'un de ses premiers actes avait été de confirmer la sauvegarde. Elle fit plus. Le 31 juillet 1393, sur la demande expresse des gens de Martigny, elle leur accordait la faveur de célébrer deux foires devant durer trois jours chacune : une foire de printemps, à la St-Barnabé (11 juin) ; une d'automne, à la St-Luc (18 octobre). Comme toujours, les libéralités de la cour de Savoie étaient sujettes à une taxe en faveur du trésor comtal. Elle s'éleva cette fois à vingt florins d'or<sup>2-4</sup>.

Les nouveaux maîtres de Martigny eurent plusieurs fois à s'occuper de brouilles survenues à l'intérieur de la Châtellenie, causées par des syndics qui tenaient à leurs coutumes et libertés, et des châtelains aux allures quelque peu tyranniques. La plus sérieuse fut soulevée par Jean de Villette et son frère, qui étaient châtelains de 1390 à 93. Sans désavouer les coupables, la cour de Savoie fit cependant rendre bonne justice. Ne nous attardons pas sur des faits déjà racontés en détail<sup>2</sup>.

Martigny ne semble pas avoir été inquiété par des événements naturels jusqu'en 1394, où un fort tremblement de terre se produisit. Les habitants pouvaient se livrer tranquillement à leurs affaires, sous la conduite de deux châtelains qui semblent avoir fait bon ménage avec leurs administrés. Ce sont Hugonnet de Contamines, en 1395, et Barthélemy de Mellet, de Vevey, en 1399. L'un des Vidomnes était toujours Nanthelme de Martigny, alors nonagénaire, si ce n'est plus.

En Savoie, il y avait du changement. Amédée VIII avait pris le gouvernement de ses Etats en 1398, tandis que la vénérable Bonne de Bourbon se retirait à Mâcon, où elle mourut<sup>6</sup>.

Le siècle finissait. Depuis plusieurs lustres, les gens de Martigny s'étaient accoutumés au gouvernement des Comtes de Savoie, mais il manquait quelque chose à leur félicité. Les Comtes leur avaient bien laissé le libre usage des antiques coutumes locales, mais ils ne pouvaient oublier que sous le règne des évêques, ils vivaient en hommes libres à l'ombre de leurs franchises. Comme je l'ai dit précédemment, ces franchises n'étaient pas écrites : à l'occasion, en cas de besoin, ils avaient recours à celles de Sion. Mais les événements avaient modifié les choses de telle sorte qu'ils ne pouvaient plus y avoir recours.

Ils s'adressèrent alors à Amédée VIII. Dans leur requête, humble et

confiante, ils exposaient les motifs ci-dessus et priaient le Comte de bien vouloir leur accorder, avec la confirmation des franchises non écrites, une charte qui fixât à perpétuité leurs usages, coutumes et libertés.

Le Comte ne se contenta pas de la confirmation demandée, mais répondit par une charte entièrement nouvelle, datée de Hautecombe, le 18 juillet 1399. En accordant cette précieuse faveur, Amédée VIII déclarait la concéder à cause de la singulière affection qu'il éprouvait pour les bourgeois et habitants de la Châtellenie et Mandement de Martigny, à cause aussi de leurs louables mérites et en reconnaissance de leur fidélité. Ces franchises, libellées en 34 articles, sont assez semblables à celles de Sion de 1338, à l'exception du nombre, car celles de Sion en comptent 41. La différence porte surtout sur la rédaction de certains articles et la suppression des n<sup>os</sup> 8, 9, 14, 17, 18, 27 et 35, des libertés sédunoises.

La taxe de concession s'éleva à quatre-vingts florins d'or vieux, valant chacun 14 gros, que la Communauté s'empessa de verser au trésorier de Savoie. Amédée VIII notifia le fait à tous les officiers de son Comté. Cette charte de nos antiques libertés est ornée du grand sceau équestre de Savoie, en cire verte, accompagné du contre-scel en cire rouge, suspendus l'un et l'autre à un cordon de soie verte <sup>2-4</sup>.

Il nous reste à voir comment les Martignerains de ce grand siècle ont conduit le ménage communal. Ce sera le sujet d'une communication ultérieure. Nous verrons alors que, malgré la malice des temps, malgré les difficultés politiques de toutes sortes, il faut continuer le travail de chaque jour et ne pas désespérer de l'avenir.

Martigny-Ville, 22 novembre 1942.

Philippe FARQUET

1. Archives Cantonales Valaisannes, Sion.
2. Archives Mixtes de Martigny.
3. Boccard : *Histoire du Valais*, Genève, 1844.
4. Gremaud : *Catalogue des Evêques de Sion*, in *Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse Romande* (MDR), Lausanne, t. XVIII, 1863, et t. XXXIII, 1884.
5. Gremaud : *Documents relatifs à l'Histoire du Vallais* (MDR), Lausanne, t. XXIX-XXXIII, XXXVII-XXXIX, 1875-98.
6. Guichenon : *Histoire généalogique de la Royale Maison de Savoie*.
7. Mangisch (Dr Maurice) : *Le Notariat en Valais*, St-Maurice, 1913.
8. Rameau : *Le Valais historique*, Sion, 1885.
9. Van Berchem (Victor) : *Guichard Tavel. Le Valais au XIV<sup>e</sup> siècle*, in *Jahrbuch für Schweizerische Geschichte*, Zurich, 1890.